

Société Canagrex—Loi

rang par rapport à tous les autres pays pour ce qui est de la qualité de la vie de ses habitants. Cependant, au cours des quinze dernières années nous avons vu où étaient nos points faibles et la position comparative du Canada n'a cessé de se dégrader par rapport à celle d'autres pays du monde occidental. Faut-il l'imputer aux sociétés de la Couronne? Peut-être. C'est un facteur à considérer.

M. Anguish: Suncor, TWA.

M. Thacker: Ou à d'autres politiques? Nous savons qu'au moins 25 p. 100 des nouvelles entreprises privées font faillite la première année. C'est un processus de sélection naturelle imposé par l'inefficacité ou la mauvaise administration. Il existe 400 sociétés de la Couronne dont une centaine auraient dû disparaître par sélection naturelle. Mais étant liées au gouvernement, elles tiennent bon. Quelle que soit leur inefficacité, elles restent en place grâce à l'argent des contribuables. Voyons un peu les chiffres, monsieur l'Orateur. La Chambre a dû effacer plus de 600 millions pour équilibrer les comptes d'Énergie atomique du Canada et la même chose pour la Voie maritime du Saint-Laurent. Plus de 800 millions tous les deux ou trois ans pour le CN. Ce sont des fonds publics, monsieur l'Orateur. Cet argent provient des goussets des contribuables, des mineurs cancéreux qui doivent donner plus de la moitié de leur revenu à d'autres, c'est-à-dire à nous les législateurs, qui décident comment le dépenser. Je considère que c'est une charge très lourde. Nous dépensons l'argent des autres qui abrègent leur vie pour acquitter leurs impôts et c'est nous qui décidons comment le dépenser. Je crois que le gouvernement libéral ne fait pas preuve de bon jugement et n'exerce ni contrôle ni restriction dans la dépense de cet argent.

● (1730)

Une autre raison pour laquelle les sociétés de la Couronne sont si dangereuses, c'est qu'elles érodent l'assiette fiscale et nuisent à la répartition des recettes fiscales. Nous avons plus de 400 sociétés de la Couronne dont la grande majorité bénéficient de régimes fiscaux très particuliers et ne paient pas d'impôt. Cela impose des charges supplémentaires à ceux qui sont vraiment productifs, comme les mineurs qui extraient du charbon dont la vente à l'étranger rapporte de l'argent, les céréaliers, et les viticulteurs de la péninsule du Niagara. Ce sont eux qui produisent véritablement quelque chose de neuf que nous vendons à l'étranger. C'est grâce à l'argent qu'ils gagnent que nous pouvons élever notre niveau de vie. Ces sociétés de la Couronne empiètent sur cette assiette fiscale et nous devrions nous en inquiéter. Malheureusement, le gouvernement s'en désintéresse et il est largement soutenu en cela par le Nouveau parti démocratique.

Je tiens à parler de la situation dans laquelle se trouve l'agriculture parce que le gouvernement a cherché à convaincre les Canadiens que Canagrex réussira véritablement à résoudre les problèmes des agriculteurs et à augmenter leurs revenus. Nous savons, et je suis sûr que Votre Honneur s'en rend compte, étant producteur, que la seule façon d'accroître leurs revenus, c'est de payer leurs produits plus cher. Le fait est que nous avons vendu notre grain de l'Ouest à un prix

inférieur au prix de revient. Je le sais, car j'étais moi-même producteur. Je suis sûr qu'il en va de même pour le raisin et d'autres produits agricoles.

Par exemple, la fertilité des grandes plaines de l'Ouest a diminué de 50 p. 100 en 75 ans. En résumé, lorsque nous avons cultivé cette terre pour la première fois, elle renfermait beaucoup d'herbe, qui s'était accumulée pendant longtemps, et c'était un sol très fertile. Nous avons cultivé des céréales dans ce sol et les avons exportées à un certain prix; mais le prix d'exportation ne nous a jamais rapporté suffisamment pour nous permettre de procéder à l'assolement nécessaire des cultures pour conserver sa fertilité au sol. Par conséquent, nos plaines de l'Ouest sont deux fois moins fertiles qu'il y a 75 ans. D'ici une quinzaine, une vingtaine ou une cinquantaine d'années, nos plaines ne seront plus qu'un vaste désert de poussière. Il faut empêcher cela et la seule façon de le faire, c'est d'augmenter les prix à l'exportation. Le gouvernement devrait insister sur cette idée plutôt que sur le projet de créer une société d'exportation, car si nous produisons plus de céréales à exporter, nous ne ferons qu'épuiser encore davantage notre sol.

Il nous faut plus d'argent et c'est sur ce point que le gouvernement devrait insister; mais il ne le fera pas. Il ne s'entretiendra même pas officiellement de ce problème avec les États-Unis, l'Argentine et l'Australie, les autres principaux pays exportateurs de céréales. C'est aux députés de notre parti, comme celui de Wetaskiwin (M. Schellenberger), qu'est revenue cette responsabilité. C'est lui qui a eu le premier l'idée de demander à ces pays exportateurs de céréales de convenir d'imposer un prix suffisant pour garantir que le sol retrouve sa fertilité d'antan. Je préférerais que notre ministre de l'Agriculture s'occupe de cette question.

Je voudrais également qu'il s'occupe d'accorder plus de crédits à la recherche et au développement. Nous serions tous disposés à l'aider de toutes les façons possibles. Le ministre des Approvisionnements et Services a relevé que nous avons dans ma circonscription de Lethbridge un magnifique établissement de recherche qui rend d'énormes services au pays. Les gouvernements de toutes couleurs et tous les parlementaires doivent être fiers des crédits qu'ils ont prévus à cette fin. Cependant, il est certain que les installations vieillissent, que le matériel vieillit, et qu'il faut tout simplement plus d'argent. Nous avons un centre de recherche sur les maladies animales où des hommes de science travaillent dans des conditions qui deviennent de plus en plus intolérables. Le ministre de l'Agriculture veut avoir là-bas un bâtiment neuf; je le désire également de même que tous les hommes de science.

M. Whelan: J. J. va nous aider.

M. Thacker: Je suppose que «J. J.», comme l'appelle le ministre, va nous aider. Je ne manquerai pas de lui écrire pour lui demander son aide. Cependant il faut prévoir des crédits, et je me demande si c'est une bonne idée de prévoir en ce moment un budget pour une société d'exportation, quand je songe aux besoins du pays en matière de recherche et développement. C'est flagrant.